

## Au fond de la forêt d'eucalyptus...

### Des Indiens et des pipelines dans l'État de l'Espírito Santo au Brésil

Felipe BEROCAN VEIGA

*Laboratoire LeMetro & Université Cândido Mendes, Rio de Janeiro*

Les arbres sont des poèmes que la terre dessine  
dans le ciel. Nous les abattons et les transformons  
en papier afin d'y tracer l'empreinte de notre vide.

Khalil Gibran<sup>1</sup>

### Enfin, la démarcation

C'était le 7 septembre 2007, date anniversaire du jour où, 185 ans plus tôt, le Brésil avait enfin conquis sa souveraineté. Une fois de plus, j'étais en voyage dans l'État d'Espírito Santo, au Sud-Est du Brésil, et entraï dans la forêt d'eucalyptus qui couvre aujourd'hui une grande partie de la surface de cet État et déborde sur les États voisins de Rio de Janeiro, de Minas Gerais et de la Bahia. Avec mon amie et compagne de voyage, l'anthropologue Celeste Ciccarone, nous commentions le fait que parcourir des yeux, par la fenêtre de la voiture, ce paysage sans repères, alignement monotone, à l'infini, de troncs d'eucalyptus, était comme feuilleter les pages d'un livre en blanc, celui d'une histoire effacée, ou plutôt, une histoire qui n'aurait pas encore été écrite.

---

<sup>1</sup> Je remercie cordialement Daniel Cefai pour son invitation, ses encouragements et sa lecture critique de ce texte. Le financement de la traduction a été assuré par l'INCT-InEAC – *Institut national de sciences et technologie – Institut d'études en administration institutionnelle de conflits*, coordonné par les Profs. Roberto Kant de Lima (NUFEP et PPGA/ICHF-UFF) et Luis Roberto Cardoso de Oliveira (PPGA/UnB). Mes remerciements vont également au Pr. Marco Antonio da Silva Mello (LeMetro/IFCS-UFRJ et PPGA/ICHF-UFF), pour son enseignement en anthropologie urbaine et le dialogue qu'il a rendu possible entre chercheurs français et brésiliens sur des thèmes académiques d'intérêt commun. Mes remerciements, enfin, au Pr. Celeste Ciccarone (UFES), avec qui j'ai eu le plaisir de retourner sur le terrain à l'occasion de la « fête de la victoire ». Traduction du portugais au français par Heloíza Brambatti, revue par D. Cefai.

**Photo 1. Récolte de l'eucalyptus aux alentours  
de la Terre Indigène de Pau Brasil**



La destination finale de notre voyage était le village de Pau Brasil, habité par des Indiens Tupiniquim. Parmi les sept villages indigènes existant dans la municipalité d'Aracruz, Pau Brasil est le plus proche du complexe d'usines de papier de l'entreprise multinationale *Aracruz Celulose*<sup>2</sup>. Ce village de 300 habitants a survécu à la pression foncière des *grileiros*<sup>3</sup> dans les années 1960-70, pendant la période de mise en place de l'entreprise. Le village Pau Brasil était pour les Indiens un symbole de leur résistance dans la région, dans un processus de dispute territoriale qui avait duré quatre décennies avant de connaître une solution définitive<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Pour qu'on ait une idée de la grandeur de l'entreprise, l'Aracruz Celulose assure la production de 23 % de tout le papier blanchi du monde entier. L'unité de Barra do Riacho, située à cinq kilomètres à peine de Pau Brasil, est le plus grand complexe de cellulose de la planète, pouvant produire 2,3 millions de tonnes par an du produit. Voir Aracruz Celulose, Relatório anual e de sustentabilidade [Bilan annuel de développement durable] [www.aracruz.com.br]. En 2009, l'entreprise a été rachetée par Votorantim et rebaptisée Fibria.

<sup>3</sup> Les *grileiros* sont des occupants illégaux de terres dont ils se déclarent propriétaires, souvent en falsifiant des documents et en utilisant des méthodes violentes.

<sup>4</sup> Le nom du village lui-même renforce, sur le plan symbolique, l'opposition entre le *pau-brasil*, « bois de braise » à couleur rougeâtre qui a donné son nom au pays, première ressource naturelle exploitée sur ces terres, au XVI<sup>e</sup> siècle, et l'eucalyptus importé d'Australie par les Européens et cultivé massivement pour l'exploitation de la cellulose.

La « fête de la démarcation » a donc été programmée le jour d'anniversaire de la nation, à Pau Brasil, après la signature de deux documents très attendus concernant l'élargissement des terres indigènes, une semaine auparavant, par le Ministre de la Justice Tarso Genro :

Arrêté MJ n° 1463, du 27/08/2007 – Est déclarée de possession (*posse*) permanente des Indiens Tupiniquim et Guarani-Mbyá la *Terre Indigène TUPI-NIQUIM*, localisée dans la Municipalité d'Aracruz, État d'Espírito Santo. Détermine que la FUNAI instaure la démarcation administrative de la Terre indigène à présent déclarée, pour homologation ultérieure par le Président de la République.

Arrêté MJ n° 1464, du 27/08/2007 – Est déclarée de possession permanente des Indiens Tupiniquim la *Terre Indigène COMBOIOS*, localisée dans la Municipalité d'Aracruz, État d'Espírito Santo. Détermine que la FUNAI institue la démarcation administrative de la terre indigène à présent déclarée, pour homologation ultérieure par le président de la République<sup>5</sup>.

L'arrêté n° 1463 a unifié les *Terres Indigènes Caieiras Velhas et Pau Brasil*, sur une superficie de 14 227 hectares à la municipalité d'Aracruz, région littorale au nord de l'Espírito Santo. L'arrêté n° 1464, à son tour, a élargi la zone de la *Terre Indigène Comboios*, de 2 983 à 3 800 hectares (Carte 1). En réponse aux réclamations des Indiens Tupiniquim et conformément aux études préparatoires des anthropologues, le droit des Indiens sur les zones revendiquées, où autrefois se trouvaient plusieurs villages indigènes, détruits par l'exploitation économique de l'eucalyptus et par la pression foncière, est pleinement reconnu.

Cette « fête de la démarcation » m'a donné l'occasion d'un voyage, à mes frais, vers les villages indiens, après avoir coordonné les études anthropologiques<sup>6</sup> pour la *Fondation nationale de l'Indien*<sup>7</sup>, dans le

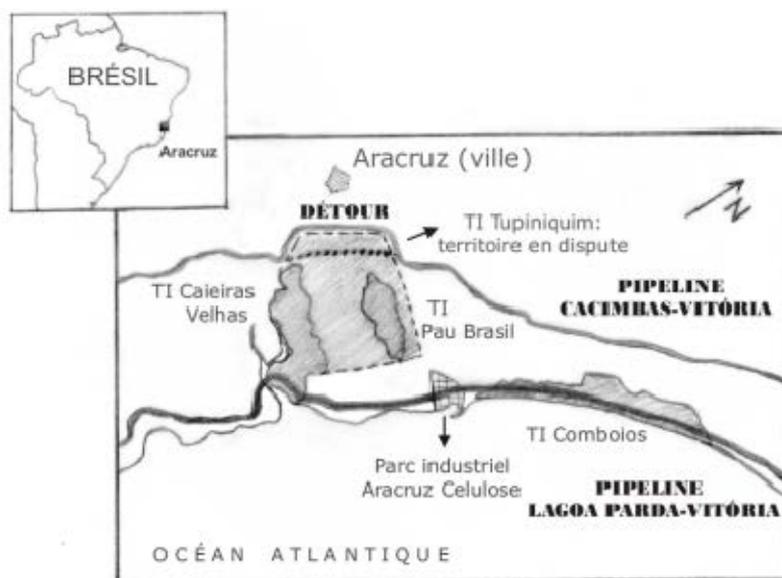
<sup>5</sup> *Diário Oficial da União (D.O.U.)*, n° 166, de 28/08/2007, Rubrique 1, p. 30-31.

<sup>6</sup> De 2003 à 2005, j'ai coordonné des études anthropologiques sur les impacts de deux entreprises de Petrobras sur les Terres Indigènes de l'Espírito Santo : le *Pipeline Cacimbas-Vitória*, alors en voie d'autorisation environnementale, et le *Pipeline Lagoa Parda-Vitória*, construit pendant le Régime militaire (1981-83). Embauché par la Petrobras par l'intermédiaire de l'entreprise de services de consultation environnementale Biodinâmica, ces rapports ont été présentés, discutés et approuvés par la FUNAI, par l'Institut étatique de l'environnement (*Instituto Estadual de Meio Ambiente* : IEMA) de l'État d'Espírito Santo et par des représentants indigènes. Berocan Veiga F. (coord.), *Estudo etnoecológico das Terras Indígenas do Espírito Santo*, Rio de Janeiro, Petrobras/Biodinâmica, 2005 et *Gasoduto Cacimbas-Vitória : estudo antropológico sobre as terras e as populações indígenas*, Rio de Janeiro : Petrobras/Biodinâmica, 2004.

<sup>7</sup> La Fondation nationale de l'Indien (*Fundação Nacional do Índio* : FUNAI) est un organisme étatique chargé de la mise en place des politiques indigénistes depuis sa création en 1967. Subordonné au ministère de la Justice, il a remplacé l'ancien Service de protection à l'Indien (*Serviço de Proteção ao Índio* : SPI), fondé par le maréchal Cândido Rondon en 1910. Pour une analyse des actions politiques indigénistes

cadre des démarches d'autorisation environnementale du *Pipeline Cacimbas-Vitória* projeté par la Petrobras<sup>8</sup>, sur la côte de l'Espírito Santo. Mon intention était de rendre publiquement compte aux Indiens de mon travail anthropologique, à un moment où je n'étais plus directement attaché aux institutions engagées dans le processus, et d'en savoir davantage sur la réussite ou l'échec de leurs demandes foncières.

**Carte 1. Terres Indigènes de l'Espírito Santo, y compris la zone des litiges avec l'Aracruz Celulose et la Petrobras**



### La fête de la victoire

Pour commémorer la victoire, la fête programmée par les représentants indigènes a réuni, en association avec les ONG qui ont soutenu leurs revendications, les Indiens Tupiniquim des villages voisins de Caieiras Velhas, Irajá et Comboios et les Guarani-Mbyá des villages de

au Brésil et de l'anthropologie appliquée concernant les processus d'identification : Souza Lima A. C., Barreto H. T. (eds.), *Antropologia e identificação : Os antropólogos e a definição de Terras Indígenas no Brasil, 1977-2002*, Rio de Janeiro, Contra Capa et LACED/CNPq/FAPERJ, 2005.

<sup>8</sup> Petrobras (*Petróleo Brasileiro S.A.*) est l'entreprise d'énergie, créée par la politique nationaliste de Getúlio Vargas en 1953. Son exploitation en eaux profondes a mené le Brésil à l'autosuffisance en pétrole en 2006. Elle occupe le huitième rang des plus grandes entreprises mondiales.

Piraquê-Açu, Boa Esperança (*Tekoá Porã*) et Três Palmeiras (*Boapy Pindo*). Bien que vivant dans des villages distincts, les deux ethnies se sont « unies comme sœurs » dans leur « lutte pour la terre », depuis les années 1960. Au centre du village Pau Brasil, une grande hutte (*malocão*), spécialement construite, de paille et de bois, sur un terrain de football, pour abriter la réunion, recevait les Indiens de tous les villages et leurs alliés des mouvements sociaux et environnementaux. Parmi ces alliés, quelques-uns avaient participé aux processus de démarcation qui, à leur apogée, donnaient lieu à des emprisonnements, des destructions de maisons et des agressions physiques des *lideranças indígenas*<sup>9</sup>, menées par les forces de police.

En arrivant là, nous avons été aussitôt salués par quelques Indiens qui avaient accompagné la réalisation des travaux d'enquête pour la Petrobras. Un groupe d'activistes de la *Federação dos organismos d'assistência social e d'educação de l'Espírito Santo* (FASE)<sup>10</sup>, ONG qui intègre le *Movimento Alerte contre le désert vert*<sup>11</sup>, opposée à l'expansion de la culture d'eucalyptus, s'est tout de suite occupé d'enregistrer ma présence sur une liste improvisée, produite sur le champ. Ce registre de noms, établi par les représentants des ONG, dès leur arrivée, le matin, est, bien sûr, un outil efficace de contrôle. La question « Qui êtes-vous déjà ? », posée par une nouvelle intégrante, est typique des rencontres entre non-Indiens dans les villages. Elle permet de mesurer réciproquement les filiations institutionnelles, les appartenances idéologiques et les engagements politiques. Pour avoir rejeté une proposition pour l'éducation indigène, mal élaborée selon elle, la présence de C. Ciccarone<sup>12</sup> a certes été enregistrée, mais elle n'a pas été transmise à son institution d'origine. Ces petites chicanes se lisent entre les lignes des listes de présence.

Entre accords et désaccords, c'est à partir du moment où une convention a été passée entre les Indiens et l'*Aracruz Celulose*, en 1998, que les ONG ont commencé à agir de façon plus intense sur les villages indigènes de la région. Elles ont tenté d'orienter leurs actions dans une direction politique en organisant régulièrement des réunions et en soute-

---

<sup>9</sup> *Liderança indígena* est la catégorie native utilisée par les Indiens pour désigner leurs représentants politiques.

<sup>10</sup> Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional do Espírito Santo (FASE/ES).

<sup>11</sup> Movimento Alerte Contra o Deserto Verde.

<sup>12</sup> C. Ciccarone est l'auteur d'une thèse sur les Guarani : *Drama e sensibilidade : Migração, xamanismo e mulheres Guarani-Mbyá*, Thèse de Doctorat, Département d'anthropologie, PUC-São Paulo, 2001 ; et « Drama e sensibilidade : migração, xamanismo e mulheres Mbyá », *Revista de Índias*, Madrid, Instituto de História/CSIC, 2004, LXIV, 230, p. 81-96.

nant un comportement plus combatif. De ce point de vue, l'action du *Conseil indigéniste missionnaire*<sup>13</sup> et l'action de la *Pastorale indigéniste*, organisations de la gauche catholique soutenant la cause indigène, ont été d'une importance fondamentale. Une fois établie la relation de confiance, les alliés non indiens ont été traités comme des *apoiadores* (soutiens) et annoncés comme tels dans les assemblées qu'ils cherchaient à diriger, en contrôlant la liste de présence. En fonction des négociations pas toujours amicales avec les entreprises et avec l'État, la pratique des réunions est devenue une constante dans les villages indigènes, surtout depuis l'établissement de l'accord avec l'*Aracruz Celulose*. Tout au long de ce processus, sous l'égide de la FUNAI et du *Ministère public fédéral*, les Indiens ont constitué deux associations indigènes de façon à recevoir le transfert régulier de ressources sous la forme de « projets socioéconomiques », tournés vers la monoculture de l'eucalyptus : l'*Association indigène Tupiniquim et Guarani* (AITG), à Caieiras Velhas, et l'*Association indigène Tupiniquim de Comboios* (AITC). Cependant, par la suite, ils se sont aperçus qu'ils étaient devenus une main-d'œuvre exploitée par l'industrie de papier qu'ils critiquaient et combattaient tant. Ils ont décidé de rompre l'accord en février 2005, ce qui a conduit à un raidissement des positions et a contribué à terme à la décision foncière favorable aux Indiens.

La réunion n'avait pas d'ordre du jour préalablement établi. C'était plutôt une rapide négociation, improvisée, presque secrète, entre une *apoiadora* et une *liderança* indigène, sur le fondement de la liste de présence. Conformément aux règles associatives des ONG, la parole des représentants indigènes y prévaudrait, les *apoiadores* ne prenant la parole qu'à la fin de la réunion, et seulement pour deux ou trois interventions. Une hiérarchie des intervenants a donc été fixée, en commençant par les *caciques* (chefs politiques), en continuant par les *lideranças* et en terminant par les *apoiadores*, habilités à parler. Le droit à la parole était ainsi passé au crible des ONG.

Malgré la taille de la grande hutte, la distribution de l'espace témoignait d'une nette division : seuls les Indiens avaient pris place à la table d'honneur et sur les chaises réservées au public, tandis que les *apoiadores* des ONG et des universités restaient debout, hors du toit de paille, la plupart en retrait de la table d'honneur où les représentants indigènes de chaque village occupaient les places les plus en vue. Assis sur des chaises, sur la ligne de front de l'assemblée, les Indiens les plus âgés, qui avaient participé à des moments-clefs de l'histoire des luttes, siégeaient à des places d'honneur pour écouter les jeunes représentants et pour faire leurs interventions au moment opportun.

---

<sup>13</sup> Conselho Indigenista Missionário (CIMI).

Paulo de Oliveira, membre de l'Articulation des peuples et des organisations indigènes du Nord-Est, de Minas Gerais et de l'Espírito Santo<sup>14</sup>, premier leader Tupiniquim à compter dans la politique indigène nationale, s'est chargé de présider la réunion. Vivant à Recife, sa relation directe avec les peuples indigènes du Nord-Est indique une trajectoire commune dans la lutte pour la reconnaissance de l'identité indigène, un processus qualifié d'« ethnogenèse » dans la littérature anthropologique<sup>15</sup>. À l'assemblée, il n'y aurait que des interventions orales, sous forme de discours, restreignant les interventions du public aux prises de parole au microphone – toute autre intervention prenant la forme d'un message écrit. Ces règles n'ont pourtant pas été clairement formulées en début d'assemblée. Elles se sont imposées en cours de réunion. Il n'y aurait donc que les discours des représentants, les prises de parole annoncées par Paulo, en tant que président de l'assemblée, et celles des *apoiadores*, indiqués par les ONG.

Les *caciques* et les *lideranças* ont pris place à la table d'honneur et, le microphone à la main, ont entamé un long rituel politique, au rythme lent et continu, qui s'est prolongé pendant trois heures de discours. Les Indiens et leurs alliés, croyant à la force de l'oralité, n'ont utilisé aucun document comme support, pas même les arrêtés concernant les démarcations du ministère de la Justice. Aucun procès-verbal n'a été rédigé – rien que la petite liste de présence sous forme de message.

En tant que représentante du village guarani de Três Palmeiras, Ivanilda Carvalho dos Santos, était la seule femme assise à la table d'honneur, à côté du Tupiniquim José Sezenando, *cacique* réélu de Caieiras Velhas. Se trouvaient également autour de la table Jonas do Rosário, *cacique* du village Irajá ; Valdeir Almeida, *cacique* du village Pau Brasil ; Alcélcio Carlos, président de l'association de Comboios ; et Vilson Benedito de Oliveira, ex-*cacique* de Caieiras Velhas à l'acmé des conflits avec *Aracruz Celulose* de 2005 à 2007. Le *cacique* Antônio Carvalho, du village guarani de Boa Esperança, est arrivé très en retard et s'est lui aussi intégré au groupe d'honneur.

Les discours des Indiens, les maîtres de la fête, visaient à consolider le rapport d'alliance entre les deux groupes : la formule incantatoire, « Nous, *lideranças* Tupiniquim-Guarani », était partagée par tous les *caciques*. Les deux peuples se représentaient déjà et se fondaient presque en une identité hybride, modelée politiquement à partir de leurs

---

<sup>14</sup> Articulação dos Povos e Organizações Indígenas do Nordeste, Minas Gerais e Espírito Santo (APOINME).

<sup>15</sup> Oliveira J.-P. de, « A Viagem da Volta : Reelaboração Cultural e Horizonte Político dos Povos Indígenas/Nordeste », in *Atlas das Terras Indígenas do Nordeste*, Rio de Janeiro, PETI/ Museu Nacional, 1994.

nouvelles formes de mobilisation collective, autour de leur association commune, l'*Associação Indígena Tupiniquim e Guarani* (AITG).

Depuis les années 1960, ce nouveau collectif Tupiniquim-Guarani s'est constitué à travers l'exercice de l'hospitalité entre les deux peuples indigènes de la zone littorale de l'Espírito Santo. Tenue par les auteurs classiques comme une recherche de la *Terre sans mal*<sup>16</sup>, du « paradis sur Terre », l'*oguatá* ou marche Guarani relève d'une aspiration non seulement mystico-religieuse, mais aussi politique. Ceci est audible dans le discours même des Indiens<sup>17</sup>. Ainsi, aussitôt arrivés à Aracruz, les Guarani ont été accueillis et se sont incorporés activement à la « lutte pour la terre » dans laquelle les Tupiniquim étaient engagés.

Du point de vue politique, l'incorporation des Guarani a été stratégique, car ceux-ci gardaient vivantes la langue et la religion indigènes que les Tupiniquim avaient perdues, en raison de siècles de catéchèse et d'acculturation. Mais si les Guarani étaient aux yeux des élites locales des Indiens nomades, les Tupiniquim, eux, assuraient l'occupation immémorielle du territoire indigène, nécessaire pour que soit possible un processus de démarcation, en même temps qu'ils devenaient un paramètre réel pour la reconstruction de leur identité indigène.

Dans l'assemblée de célébration de la démarcation des terres, ce projet d'unification s'est exprimé dans la grammaire commune utilisée par tous les discours indigènes, fondée sur l'idée exaltée de la *communio ethnique*<sup>18</sup> entre les deux peuples comme des « frères de lutte ». Bien sûr, des conflits et des divergences d'opinions pouvaient se déclarer entre les deux groupes ou même parmi les membres d'un même village, mais de telles tensions restaient invisibles aux yeux et inaudibles aux oreilles du public non indien. Les moments de tension étaient réservés pour les discussions internes, mais en public, les Tupiniquim-Guarani formaient un bloc indivisible.

Au-delà de la rhétorique de l'union, exacerbée après la rupture de l'accord avec l'*Aracruz Celulose*, les Tupiniquim-Guarani articulaient une rétrospective historique des faits, mais aussi une évaluation commune aux chefs indigènes selon qui « la souffrance avait valu la peine ». Presque tous se rapportaient ainsi aux conséquences dramatiques de la rupture de l'accord avec l'entreprise et de la radicalisation de la lutte indigène – notamment, quand les Indiens avaient été chassés de la zone qu'ils occupaient par les tirs de balles en caoutchouc de la Police fédérale.

---

<sup>16</sup> Clastres H., *La Terre sans mal. Le prophétisme Tupi-Guarani*, Paris, Seuil, 1975.

<sup>17</sup> Ciccarone C., *art. cit.*, 2004, p. 82.

<sup>18</sup> Weber M., *Économie et société*, Paris, Plon, 1970, p. 421.

Fin connaisseur de la politique indigéniste nationale, Paulo de Oliveira a ouvert l'assemblée en parlant au nom d'autres peuples indiens qui, de façon analogue aux Tupiniquim, venaient de traverser des processus de tension foncière et de reconnaissance de leur identité indigène :

Nous sommes en train de commémorer le jour de notre victoire : le 28 août. M. le Ministre de la Justice, Tarso Genro, a eu le courage de signer [l'arrêté de démarcation des terres] et de prendre ses distances avec les intérêts [économiques] en jeu. Notre lutte n'est pas celle d'un seul *cacique*, ni celle des seules *lideranças*, ni celle d'un seul peuple : c'est une lutte menée par plusieurs peuples. Combien de leaders sont déjà morts, tels que le *cacique* Chicão Xukuru du Pernambouc ? Combien de *lideranças* indigènes ont été criminalisées du fait qu'elles luttaient pour leurs droits, dans une démocratie de papier ? Nous sommes en lutte depuis presque quarante ans, et beaucoup d'autres peuples, surtout au Nord-Est, prennent déjà notre lutte en référence.

Dès le premier discours, il était évident que la longue dispute foncière était considérée par les Indiens comme transcendant sa dimension locale du conflit avec l'industrie du papier voisin. Après tout, l'arène publique de la rivalité entre les Indiens et l'Aracruz Celulose avait trouvé des échos dans les sphères nationale et internationale. Elle avait conquis une publicité croissante dans les médias et avait eu des répercussions dans l'économie et en politique, sur la scène du pouvoir judiciaire et sur celle des mouvements sociaux. Suivi attentivement par plus de cent Indiens de tous âges, Paulo a poursuivi son récit rétrospectif des épisodes les plus marquants de la « lutte pour la terre » :

Avant la colonisation portugaise, cette bande littorale appartenait toute entière aux Tupiniquim. Et nous luttons aujourd'hui pour ces 18 070 hectares. Jamais un membre de la communauté n'a envahi un pouce de terre de l'Aracruz Celulose ! Cette terre nous appartient ! Guarani et Tupiniquim ont uni leurs forces, leur esprit guerrier, avec la certitude que Dieu est avec nous pendant la bataille. Et nous avons avancé en faisant la première auto-démarcation [en 1981], la seconde [en 1998] et la troisième [de 2005 à 2007].

Le 20 janvier 2006, nous avons été victimes de l'embuscade préparée par la Police fédérale et l'Aracruz Celulose. Treize Indiens ont été blessés et ont versé leur sang. Nos aïeux sont morts pour nous permettre d'être là aujourd'hui et, s'il le faut, nous mourrons comme des guerriers. Aujourd'hui, l'indépendance [du Brésil] a commencé et nous aussi, nous avons gagné notre indépendance à l'assemblée de Comboios, le 19 février 2005, quand nous avons réuni 350 Indiens et avons décidé de rompre l'accord avec l'Aracruz Celulose. À ce moment-là, nous avons posé la question : continuera-t-on dans la dépendance [économique] d'Aracruz ou réussira-t-on à gagner notre autonomie et notre dignité ?

Si aujourd'hui, ici, dans l'État de l'Espírito Santo, il n'y avait pas d'Indiens, comme le prétendaient les rapports de l'Aracruz Celulose, notre terre

n'aurait pas été démarquée. De notre identité indigène, nous ne doutons pas. Et aujourd'hui, nous faisons taire ces gens-là.

Paulo a reçu des ONG la liste des *apoiadores* présents et a entonné la litanie des remerciements, « au nom des Tupiniquim et des Guarani, [de] ceux qui ont pris part à cette lutte et nous ont appuyés dans cette cause ». Il remercie nominalement les chercheurs académiques présents : C. Ciccarone, A. Pereira de Oliveira Jr et moi-même. Il remercie également les politiciens locaux, tels que le conseiller municipal d'Aracruz, Luciano Frigini, du Parti socialiste brésilien (PSB-ES), présent à la réunion, et la députée fédérale, Iriny Lopes, du Parti des travailleurs (PT-ES). Enfin, il remercie pour leur soutien les représentants de la FASE-ES, tels que Fábio Villas, Winnie Overbeek et Arlete Schubert, et ceux de l'Association des géographes brésiliens (AGB), du Syndicat des employés de banques et du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST).

Valdeir Almeida, hôte de ce rassemblement, *cacique* de Pau Brasil, a dit merci à tous de leur présence dans le village et a manifesté son émotion pour ce moment de remémoration collective de tout ce qui était arrivé. Alcélcio Carlos, du village Comboios, a été parcimonieux, lui aussi, dans l'expression de sa joie face à un tel événement. Le *cacique* Jonas do Rosário, du village Irajá, a explicité son « grand bonheur de commémorer la réalisation du rêve que tous avaient eu à propos de cette terre. Quand on a un rêve, on en fait la réalité. Rêve pour nos enfants, car on a beaucoup de jeunes dans les villages et on a besoin de notre espace ». L'exercice collectif de mémoire et l'expression collective des sentiments ont donné le ton aux discours indigènes : le public baignait dans un climat d'émotion partagée.

José Sezenando, depuis peu *cacique* Tupiniquim de Caieiras Velhas, le plus grand village de la région, a proposé lui aussi, à sa manière, une reconstitution narrative du conflit territorial, dans la perspective d'un lien entre histoire, politique et famille. Pour cela, il a reculé dans le temps et a adressé son discours directement à son père, présent dans l'assemblée, Alexandre Sizenando, âgé de 91 ans, en insistant sur le caractère générationnel de cette lutte politique, héritée des Anciens :

Je voudrais remercier [le journaliste] Rogério Medeiros, qui a été le premier à apporter un document attestant du don des antiques *sesmarias* [terrains non cultivés que les rois du Portugal cédaient à qui voulait bien les exploiter] aux Tupiniquim, quand on a déclenché la première auto-démarcation en affrontant le géant Aracruz<sup>19</sup>. Et aujourd'hui, le géant, c'est les Tupiniquim-Guarani !

<sup>19</sup> Medeiros R., *Espírito Santo : Maldição ecológica*, Rio de Janeiro, ASB, 1983 et « Os últimos Guaranis », in *Agora*, Vitória, nov. 1972, 1, 2, p. 21-23.

Ils ont détruit nos plantations, nos forêts et tout ! Mon père était le *capitão* [chef] du village à l'époque. Et Père ! c'est à vous que je parle aujourd'hui ! Depuis ce temps, nous sommes en lutte constante et aujourd'hui nous avons réussi. Ma mère m'encourageait vraiment beaucoup et elle est déjà partie. À l'époque, on souffrait bien des menaces non seulement de l'*Aracruz Celulose*, mais aussi des *posseiros*<sup>20</sup>. Et de ces villages anciens, il ne reste que le nom qui est sous l'eucalyptus. Je suis sûr que l'*Aracruz* nous a chassés d'ici, parce que mon père est vivant et qu'il peut nous raconter les menaces subies.

Je voudrais saluer tous les Indiens présents, car cette lutte est à vous, nous devons lutter pour la dignité. N'ayez pas honte de vous frapper la poitrine et d'affirmer avec fierté : « Nous sommes Indiens Tupiniquim ! » Notre lutte continue, car nous n'avons pas encore obtenu l'homologation de cette terre.

L'ex-*cacique* Wilson Benedito de Oliveira, Wilson *Jaguaretê*, n'a pas résisté à la force de l'émotion pendant son discours et s'est mis à pleurer en public devant l'assemblée (Photo 2)<sup>21</sup>. Atteint physiquement autant que moralement au cours de l'action implacable de la Police fédérale du 20 janvier 2006, il s'est rappelé la violence subie pendant l'affrontement dont le résultat avait été la destruction du village Olho d'Água, puis l'extension de la zone indigène par les Indiens, en construisant des maisons de bois et de paille sur le territoire en litige :

Nous vivons une situation de haut risque. Je me souviens de ce que j'ai ressenti devant les personnes blessées, alors que les machines détruisaient la maison de prières. Nos aïeux ont été chassés, ils ont fui le développement. Et ceci est arrivé ici, sur notre territoire. C'était très triste et très marquant. Tout ce que l'entreprise *Aracruz* a fait sur des affiches publicitaires, sur la page web de l'entreprise et dans les manuels scolaires<sup>22</sup>, n'a pas été suffisant, car on ne s'est pas découragé. Je suis très fier de mon nom : je suis *Jaguaretê* !

Wilson a évoqué les actions véhémentes des associations d'organisations sociales de travailleurs et d'entreprises liées à *Aracruz Celulose*, en montrant des slogans anti-indigènes sur des affiches dans la ville et dans les districts voisins, avec les slogans suivants : « À bas les Indiens qui menacent les travailleurs ! » ; « L'*Aracruz* a apporté le progrès, la FUNAI, les Indiens » ; « La FUNAI soutient les Indiens. Qui soutient nos employés ? » ; et encore, « Cette agression contre l'*Aracruz Celulose*

---

<sup>20</sup> *Posseiros* : cultivateurs ou éleveurs qui occupent illégalement des terres.

<sup>21</sup> Sur cette obligation morale de pleurer : Mauss M., « L'expression obligatoire des sentiments (rituels oraux funéraires australiens) », in *Journal de Psychologie*, 1921, 18, p. 425-434.

<sup>22</sup> *Aracruz Celulose*, *Questão indígena no Espírito Santo* [www.aracruz.com.br, consulté en janvier 2007].

touche également nos entreprises »<sup>23</sup>. Selon les stéréotypes les plus éculés, l'image négative des Indiens – « sauvages » et « primitifs », réfractaires à la « civilisation » et, donc, passibles d'extermination – était opposée à celle du monde du travail, de l'ordre et du progrès.

**Photo 2. Vilson Jaguaretê qui pleure en se souvenant des conflits, lors de l'assemblée générale qui a célébré l'expansion des terres indigènes**



Dans le but de diffuser dans les écoles locales et auprès de la population l'idée que ces Indiens, en fait, n'étaient plus des Indiens, l'entreprise a édité une brochure sur papier glacé qui a été par la suite condamnée et interdite par le Ministère public. Ce livret contenait une photo du *cacique* Vilson Jaguaretê, arguant des supposées contrefaçons de son image et de son origine, outre le fait que le « nom récemment adopté n'était pas un nom Tupiniquim ». On y passait en revue ses ornements, on y brocardait sa *borduna* (bâton en bois), présentée comme une appropriation indue des Indiens Txucarramãe, de « vrais » et « purs » Indiens amazoniens ; on y dissertait de même contre son *cocar* (coiffe en plumes) et sa peinture corporelle, présentés comme étant d'origine Caiapó ; et finalement contre son collier, pas davantage « caractéristique

<sup>23</sup> Les slogans en portugais sont : « A Aracruz trouxe o progresso. A FUNAI, os índios » ; « A FUNAI defende os índios. Quem defende nossos empregados ? » ; « Essa agressão à Aracruz Celulose atinge nossas empresas também ».

des Tupiniquim »<sup>24</sup>. Ce travail de déconstruction de son image a ébranlé le *cacique* Wilson *Jaguaretê*, non seulement du point de vue collectif, mais aussi personnel, raison pour laquelle il a été pris par de fortes émotions lors de son discours à l'assemblée.

Une fois que les hommes ont parlé, et suivant une hiérarchie des genres établie par les *caciques*, les femmes ont pris la parole à leur tour. En tant que représentante du village guarani de Três Palmeiras, Ivanilda Carvalho dos Santos a commencé sa harangue en demandant l'attention de tous, car il ne s'agissait pas d'une « réunion pour plaisanter », et s'est excusée de l'absence de son frère, qui était allé chercher un enfant malade à l'hôpital. Après une longue salutation en langue Guarani-Mbyá, dont l'inspiration religieuse était évidente par le nombre de fois qu'elle y a nommé le dieu suprême, *Nhanderu Tupã*, Ivanilda a parlé en portugais pour que tout le monde comprenne :

Dieu nous aidera toujours, c'est notre unique espoir. L'Esprit de la Lumière nous donne notre force et notre union. Les Guarani ne sont pas pour la violence, nous sommes des cœurs purs ! Nous aimons nos frères Tupiniquim. Nous avons mené la lutte ensemble pour que nos enfants puissent vivre et planter. Je remercie Sezenando, je le connais depuis que j'étais enfant, il nous donnait de la farine de manioc à manger.

Deusdéia de Sousa Pêgo, la représentante Tupiniquim qui a la réputation la plus forte hors des villages en raison de sa participation à des mouvements nationaux des femmes indigènes, a fait un discours exalté, ses intonations au microphone attestant de sa plausible appartenance à une église pentecôtiste du Brésil, dans une sorte de prédication contre le démon *Aracruz*<sup>25</sup> (Photo 3). Avec beaucoup d'emphase dans les gestes et la voix, elle s'est enflammée, sur le mode de l'affrontement : « Nous sommes des Indiens, nous sommes des guerriers ! Personne ne va nous détruire facilement, notre lutte coule dans notre sang ! » Comme dans les hymnes nationaux et dans les poèmes épiques sur des batailles héroïques, les symboles du *sang* et de la *terre* permettaient aux orateurs de mettre en valeur des thèmes tels que l'identité indigène et le droit au territoire.

*Dona Helena Sezenanda*, matriarche Tupiniquim qui participe activement au *congo*, danse dramatique d'origine africaine, à Caieiras

<sup>24</sup> « Le livret a déjà été condamné par le Parquet comme "abusif" pour les "préjugés" qu'il contient, après plusieurs manifestations des Indiens. C'est un résumé de l'action de l'entreprise les trente dernières années » : Ciccarone C., Silva S. J. da, *A cartilha da Aracruz Celulose : Lições de intolerância*, p. 1-4 [<http://antropologias.blogspot.com/2007/03/cartilha-da-aracruz-celulose-lies-de.html>, consulté en avril 2007].

<sup>25</sup> La dénomination *Aracruz* elle-même désigne la municipalité et la grande entreprise de la fois ; une jonction des mots *ara* (autel) et *cruz* (croix), renvoie également au symbolisme chrétien et à l'univers religieux.

Velhas, portait des vêtements en paille, les parures de plumes teintes en rose, la peinture corporelle et le *maracá*, instrument de percussion. Elle s'est exprimée devant l'assemblée, en mettant en scène son ethnicité :

Je suis venue habillée comme une Indienne et j'ai amené mon mari, l'Indien le plus âgé du coin. Il est venu du village Braço Morto, qui a été détruit il y a longtemps. Les *caciques* ont souffert, mais ils n'ont pas renoncé, car ils savaient que cette terre nous appartenait. Et aujourd'hui, mon mari est content. Ici il a des enfants, des petits-enfants et des arrière-petits-enfants.

**Photo 3. Deusdéia parlant très fort au microphone, représentant les femmes indigènes**



L'ex-*cacique* de Pau Brasil Antônio dos Santos, plus connu comme *seu Antoninho*, a parlé d'un ton plus serein, associant le sens de la lutte politique à ses convictions mystiques et au cycle de la vie :

Je suis un jeune de 71 ans. Si l'on m'emmena, j'ai déjà où tomber [mourir]. Car, je vais tomber sur cette terre. Cette terre nous a été accordée, en premier lieu, par Dieu, puis par les hommes de la Loi. Aujourd'hui est un jour de liberté ! C'est le jour où le Brésil a conquis la liberté et c'est le jour de notre liberté également. Ils ont agi violemment dans le village Olho d'Água et ils avaient tort. C'était des hommes de loi, mais ils n'avaient pas d'autorité d'esprit. Ils n'ont pas massacré le *cacique*, seulement, mais toute la communauté, car ici il n'y a qu'un sang.

Le *cacique* Antônio Carvalho, *Toninho* de surnom ou *Werá Kwaray* en langue native, a été le dernier à arriver et s'est excusé du retard auprès de tous les présents. Le représentant du village Boa Esperança, le plus ancien village Guarani de la région, s'est intégré à la table d'honneur (Photo 4) et a fait un bref discours, applaudi par tous : « Notre lutte de 40 ans n'est pas personnelle, elle est à nous tous, ceux des communautés indigènes de l'État de l'Espírito Santo. Aujourd'hui je suis en retard, mais jamais je ne me suis mis en retard pour la lutte ! »

**Photo 4. Table d'honneur de l'assemblée réunissant les *caciques* José Sezenando, Jonas do Rosário, Antonio Carvalho e Vilson Oliveira, protagonistes de la « lutte pour la terre »**



Occasion dramatique à forte capacité de synthèse<sup>26</sup>, l'assemblée a conduit les représentants indigènes à une réévaluation du conflit territorial avec l'*Aracruz Celulose*. Dans un rituel marqué par la réflexivité, les paroles se sont entremêlées, dans une complémentarité les unes aux autres et ont fait surgir les questions de l'identité et de la différence, les représentations de soi-même et de l'autre, les visions réciproques des groupes Tupiniquim et Guarani. Une fois terminée la série de discours indigènes, le tour était venu pour les non-indiens – les *juruá* en guarani

<sup>26</sup> Turner V., « Social Dramas and Ritual Metaphors », in *Dramas, Fields and Metaphors : Symbolic Action in Human Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1974, p. 23-59.

– de s’exprimer au nom de tous les *apoiadores* présents. La parole a été donnée à deux activistes qui avaient migré du *Conseil indigéniste missionnaire* (CIMI) à la FASE et avaient continué à offrir leur appui politique aux Indiens. Fábio Villas a mentionné le grand nombre de personnes qui avaient soutenu les Indiens dans cette lutte, au Brésil comme à l’étranger, et salué les *caciques* et *lideranças* indigènes pour leur victoire politique. Ce thème a été renforcé par le discours de Winfridus Overbeek, missionnaire hollandais connu comme *Winnie* et menacé d’expulsion du Brésil pendant les épisodes de la seconde démarcation, en 1998. *Winnie* a lu des messages de félicitation envoyés par plusieurs pays, de mouvements sociaux et écologiques de l’Allemagne jusqu’en Inde, connectés sur Internet. Le seul homme politique présent à la célébration indigène, à la différence des autres représentants de la municipalité et de l’État, était Luciano Frigini, conseiller municipal à Aracruz, et qui dans un bref discours a manifesté son soutien aux Indiens.

Ici, l’enquêteur, invité et témoin de cette fête politique, endosse les habits de l’acteur. De retour sur ce terrain, sans être lié à des entreprises contractantes ou à des organismes gouvernementaux, je pouvais enfin appréhender les significations de cette victoire des Tupiniquim et des Guarani. Après avoir partagé l’intimité des Indiens et obtenu leur confiance grâce à beaucoup de conversations et de réunions, une chance m’était donnée de discuter les conséquences des rapports techniques sur les deux pipelines de Petrobras avec les Indiens eux-mêmes et de connaître leurs impressions sur mon travail d’enquête. La réception du dernier rapport par la FUNAI à Brasília, par la Petrobras et même par *Aracruz Celulose*, m’était connue, mais j’ignorais l’évaluation indigène et voulais partager avec eux ces quelques informations. Du fait que je n’avais pas été invité par la Petrobras à participer à la table de négociations dont le résultat avait été l’indemnisation du village de Comboios, mon sentiment était celui d’un travail inabouti. Lui manquait l’instance ultime de la réception par les principaux intéressés. Grâce au bon accueil des *caciques* à mon arrivée, mon inscription a été acceptée par les ONG pour prendre la parole en public avec le groupe des *apoiadores*.

J’ai d’abord parlé du rôle de l’anthropologue comme médiateur dans les conflits environnementaux, au cœur du jeu politique entre les Indiens, les entreprises et l’État. Cette médiation résulte de son statut intermédiaire : l’anthropologue a un contrat de consultant avec les entreprises, sans pour autant faire partie de leurs effectifs ; il répond à une demande officielle et est évalué par les institutions de l’État, sans être un représentant du gouvernement ; il présente les perspectives indigènes dans son rapport, sans être ni activiste de leurs causes, ni membre de leurs villages. L’anthropologue a ainsi le privilège de dialoguer directement avec chacune des parties engagées dans le processus, sans être identifié à aucune d’entre elles. En même temps, il fait entrer dans la définition

des problèmes environnementaux et la proposition de solutions des éléments qui se fondent sur l'enquête anthropologique. Le rôle de l'anthropologue n'est pas d'imposer son propre point de vue, et de résoudre les problèmes des groupes indigènes, mais plutôt de documenter la façon dont les groupes résolvent et veulent résoudre leurs problèmes<sup>27</sup>, d'accompagner leur effort de traduction politique de ces revendications et de verser ces différentes pièces au dossier du conflit. L'anthropologie fait ainsi jouer le point de vue indigène dans le processus de prise de décisions et contribue à la détermination d'éventuelles mesures de compensation en faveur des zones et des populations atteintes.

J'ai aussi évoqué les premières visites aux villages en 2003, pour les études demandées par la FUNAI à la Petrobras, et la série plus intense de visites et de réunions en 2004 et en 2005. J'ai présenté un bref historique des études effectuées avec les collègues qui auraient aimé être là pour participer à la fête, tels que les anthropologues Sandro José da Silva, spécialiste en culture Tupiniquim<sup>28</sup> et Márcia Malheiros, experte du monde Guarani-Mbyá ; l'éducateur et ethnolinguiste José Ribamar Bessa Freire et la muséologue Valéria Luz, responsables des projets orientés vers l'éducation et l'artisanat Guarani-Mbyá du *Programme d'études des peuples indigènes*<sup>29</sup> ; la biologiste Maria Beatriz Dallari et la sociologue Monica Cavalcanti Lepri, avec des expériences diverses dans le domaine environnemental. Ensuite, j'ai adressé des remerciements nominaux aux responsables des sept villages indigènes d'Aracruz qui nous avaient accueillis et qui avaient coopéré dans le travail d'enquête.

À Comboios, village séparé par un fleuve torrentiel, Alcélío nous a ouvert les portes de l'association indigène qu'il présidait à l'époque, pour que nous puissions dormir et accompagner les labours des champs dès le lever du soleil. Luís Barbosa, le batelier, et son père José Barbosa, gardien de la mémoire de la *restinga*<sup>30</sup>, ont été nos guides jusqu'à l'ancien pipeline, au bord de la plage à Comboios. Tous ces renseignements sur les pratiques agricoles composaient l'une des seize rubriques d'information, attendues des études techniques par la FUNAI, dans ce qu'on appelait le « Document de référence » émis par le service indigéniste.

---

<sup>27</sup> Communication personnelle de M. A. Mello, qui rejoint les thèses pragmatistes de J. Dewey, *Le public et ses problèmes* (1927), Tours, Farrago/Leo Scheer, 2003.

<sup>28</sup> Silva S. J. da, *Tempo e espaço entre os Tupiniquim*, Master en Anthropologie, Université de Campinas (PPGAS/IFCH-UNICAMP), 2000.

<sup>29</sup> Programa de Estudos dos Povos Indígenas (PRÓ-ÍNDIO/UERJ).

<sup>30</sup> *Restinga* : terrain sableux et salé, proche de la mer, et couvert de plantes herbacées caractéristiques.

À Pau Brasil, le *cacique Antoninho* et son fils Antônio Carlos, le *Sinhozinho*, nous ont montré les traces des anciens villages : Araribá, Cantagalo, Olho d'Água et Braço Morto. Seu Dovergílio Alexandre nous a aidés à identifier les anciens lieux de chasse et de pêche, la faune et la flore qui existent encore dans l'estuaire des petites rivières qui traversent la région. Deusdéia nous a reçus chez elle, nous a parlé de son action politique et nous a présenté les plantes les plus importantes pour l'artisanat Tupiniquim. Ces renseignements concernant l'interface entre culture et environnement étaient demandés par la FUNAI à l'équipe de l'étude anthropologique.

À Caieiras Velhas, *dona Helena* nous a expliqué l'art de vivre du marécage, et le travail de sa famille pour la préservation de l'artisanat et de la culture Tupiniquim. Wilson, alors *cacique* de Caieiras Velhas, son frère Vilmar Oliveira, président de l'association indigène et le secrétaire général à ce moment-là, Eraldo Santana Almeida, nous ont fourni des informations sur la production agricole et le quotidien de l'*Association Indigène Tupiniquim et Guarani* (AITG). Otaciano Domingos Pajehú, un ancien *cacique* du village, nous a procuré toute la documentation qu'il avait gardée pendant plus de vingt ans concernant le processus d'indemnisation de l'ancien pipeline à Caieiras Velhas, ce qui nous a permis de récupérer l'historique du passage de ce grand tuyau par les terres indigènes.

À Irajá, Jonas do Rosário a été notre guide au milieu des eucalyptus, pour la difficile cartographie des endroits où se situaient les anciens villages, dans un domaine revendiqué par les Indiens. Dans les villages Guarani, le *cacique Toninho* de Boa Esperança, son frère Jonas et sa mère, *dona Aurora* (depuis décédée), leader spirituelle des Guarani-Mbyá, nous ont reçus dans la maison de prières (*opy*) et ont fourni les photos de la construction de l'ancien pipeline qui passait par un étang dont les Indiens se servaient et qui s'est asséché par la suite. Marcelo Oliveira, ou *Werá Djekupé*, nous a accueillis chez lui à Três Palmeiras et nous a guidés à travers les zones de plantation et les forêts alentour, en nous présentant sa vision pour le développement de projets culturels dans le village. Pedro da Silva, enfin, le *cacique Peru* de Piraquê-Açu, nous a emmenés en bateau sur le fleuve du même nom pour nous montrer les principaux points de pêche et nous expliquer les différentes techniques utilisées par les Indiens Guarani et Tupiniquim.

D'une certaine façon, je reconnaissais là la co-autorité des Indiens sur les rapports. L'enquête était une enquête collective, le résultat d'un processus de communication et de coopération avec les anthropologues. J'ai alors attiré l'attention sur la réalisation du tracé du *Pipeline Cacimbas-Vitória*. Pour la première fois, une grande entreprise avait reconnu un droit revendiqué par les peuples indigènes. La Petrobras

avait accepté de réaménager un grand projet après que les Indiens avaient pris position contre le passage du pipeline dans cette zone-là. Le respect de la volonté formulée par les Indiens est un fait inédit et très important. En outre, l'indemnisation rétroactive obtenue par le village de Comboios du *Pipeline Lagoa Parada-Vitória*, construit vingt ans auparavant, a représenté, elle aussi, un signe des conquêtes des Indiens Tupiniquim, et a renforcé leurs positions et leurs requêtes politiques auprès du gouvernement fédéral.

J'ai fait remarquer que, pour la première fois, les entreprises avaient eu des divergences sur le droit foncier indigène à l'État de l'Espírito Santo, en prenant des positions différentes, engendrant une controverse entre l'*Aracruz Celulose* et la Petrobras. Si, d'un côté, les conflits avec l'*Aracruz* sont devenus plus aigus l'année dernière, d'un autre côté, ils ont donné naissance à un fait politique dont la répercussion a été énorme dans les médias nationaux et internationaux, ce qui a forcé la prise d'une solution définitive de la part des autorités. Ainsi, associées à la pression politique des Indiens, les études techniques et les prises de position de la Petrobras ont également renforcé leurs demandes et ont contribué à la démarcation de la nouvelle zone.

Les Indiens ont manifesté leur accord avec cette évaluation et ont applaudi à la fin du discours. Le sentiment du devoir accompli a été renforcé par les marques d'acceptation et d'hospitalité : de nombreuses invitations m'ont été faites pour visiter à nouveau les villages, quand je le voudrais. À la fin de l'assemblée, à 2 h 00 de l'après-midi, tout le monde avait très faim. Les queues pour le déjeuner ont commencé à se former, à travers le terrain de football au centre du village. La viande rôtissait en grande quantité sur des grils improvisés – comme un souvenir lointain du rituel anthropophage, où, après la guerre, les ennemis étaient dévorés par les peuples Tupi du littoral<sup>31</sup>. Tandis que de nombreux Tupiniquim se servaient, d'autres chauffaient leurs tambours et se mettaient à chanter et à danser en entonnant les vers du *congo*, résultat des échanges culturels avec les Noirs de la région. Assis sur des tambours, Wilson *Jaguareté* et José Sezenando, entre autres, donnaient le rythme, accompagnés de plusieurs *casacas* (espèce de racle ou *reco-reco*), instruments de percussion en bois léger fabriqués par les Indiens eux-mêmes.

---

<sup>31</sup> Fernandes F., *Organização social dos Tupinambá*, São Paulo, Difusão Européia do Livro, 1963.

**Photo 5. Seu Alexandre Sizenando, capitaine du congo, et dona Helena exaltant les valeurs indigènes en vers rythmés**



À côté de *seu* Alexandre, qui porte sur lui le bâton décoré de rubans, signe de son poste en chef comme *capitão do congo* (*capitaine du congo*), *dona* Helena encourageait le chœur d'un ton énergique, en chantant au microphone : « L'Indien a lutté, l'Indien a souffert... Il est entré en guerre, mais l'Indien n'est pas mort ! » Et tout de suite après, elle reprenait avec la première strophe de la musique : « L'Indien est la force, l'Indien est la race ! Terre d'Indien, c'est le trophée à portée de nos mains ! »<sup>32</sup> (Photo 5)

Toutefois, l'inattendu est arrivé : une bagarre, des cris venant de l'autre côté du terrain, a interrompu l'animation de la fête. La dispute entre deux jeunes gens des villages Pau Brasil et Irajá a provoqué une bousculade et a fini par accélérer la fin de la célébration. Assez irrité de la confusion, Paulo Tupiniquim a fait arrêter la musique et mettre en marche le moteur des autobus scolaires qui conduiraient les Indiens des autres villages chez eux, en décrétant ainsi la fin de la fête plus tôt que prévu, dans la tristesse générale (Photo 6).

---

<sup>32</sup> Les vers originels en portugais sont les suivants : « O índio é força, o índio é raça !/ Terra do índio é mão na taça !/ Índio lutou, índio sofreu.../ Entrou na guerra, mas o índio não morreu ! »

**Photo 6. En milieu d'après-midi, la fin de la fête a été anticipée et les Indiens Guarani ont été ramenés chez eux en bus scolaire**



Déjà, lors de la fête de démarcation, des disputes avaient explosé, signant le dernier acte du drame public. Une fois close la controverse avec le grand ennemi commun, le « géant » *Aracruz Celulose*, battu par les Indiens, la bagarre entre les deux jeunes Indiens est symptomatique du retour des différences internes entre villages. Il est plausible que de nouvelles associations indigènes émergent, reconduisant la spécialisation des demandes par village et par ethnie, et accélérant la fragmentation de la représentation politique. Un tel processus semble inévitable, même si les ONG mettent en garde contre les divisions, qui « affaiblissent la lutte ». C. Ciccarone a ainsi eu vent des discussions en cours pour former une association exclusive de Guarani à Aracruz.

### ***Tatarapé, le « chemin du feu »***

C'était dans une ambiance d'effervescence que, cinq ans auparavant, les études environnementales avaient été engagées pour l'installation d'un nouveau projet dans la région : le *Pipeline Cacimbas-Vitória* de la Petrobras. En 2003, les Indiens étaient sur le point de rompre l'accord avec l'*Aracruz Celulose*. Au cours d'une première réunion pour discuter ce projet à l'AITG, le secrétaire Ervaldo nous a expliqué ce qui se passait : depuis que les Indiens avaient signé un accord (*Termo de Ajustamento de Conduta*) avec l'*Aracruz Celulose*, en 1998, ils avaient été soumis à un régime spécifique de culture des eucalyptus sur les

territoires indigènes. L'accord établissait que pour que les Indiens obtiennent des transferts financiers des projets économiques de l'*Aracruz Celulose*, ils devaient accepter la démarcation d'un territoire aux dimensions inférieures à celles recommandées par la FUNAI, ils devaient renoncer pendant vingt ans à leurs prétentions foncières et fournir à l'entreprise la totalité des eucalyptus déjà plantés.

Au fil du temps, cependant, les Indiens se sont rendu compte qu'ils avaient été trompés par de fausses promesses. L'épreuve de ce rapport d'exploitation n'a fait qu'aiguiser le sentiment d'opposition à l'entreprise de pâte à papier. Convertis en producteurs d'eucalyptus, travaillant au quotidien avec des tronçonneuses et des substances agrottoxiques, mobilisant près de 80 personnes de l'association indigène dans cette activité qui contrariait leurs principes politiques, ils étaient de plus en plus sensibles au *regime de fomento*<sup>33</sup>, associé directement au mot *fome* (faim). En s'appuyant sur les connaissances financières acquises dans le cadre des associations indigènes, ils ont accusé l'entreprise de ne pas effectuer correctement les transferts de ressources prévues : ceux-ci avaient été fixés en dollars et payés sans que les taux de change soient rajustés en *reais*, la monnaie brésilienne.

C'est donc en plein milieu de ce débat que les Indiens ont pris connaissance du nouveau projet de la Petrobras, qui traverserait la zone revendiquée pour l'expansion de la zone indigène sur 7,5 km. Au début des discussions politiques qui précèdent la réalisation des travaux, selon la législation environnementale, lors d'une audience publique à la mairie d'Aracruz, le 18 novembre 2003, des représentants indigènes sont venus revendiquer en masse leur participation au processus d'autorisation. Mais ils ont laissé seul l'anthropologue de la FUNAI, Jorge Luís de Paula, se manifester, restant en groupe et en silence pour mieux se renseigner sur les caractéristiques du projet. La réunion suivante, ils prendraient position par rapport au nouveau projet économique qui était en train d'être présenté à l'audience.

Vu la proximité du tracé initial du pipeline avec les quatre Terres indigènes démarquées par rapport à l'État de l'Espírito Santo, passant par des zones en litige avec *Aracruz Celulose*, le représentant de la FUNAI a déclaré en public la nécessité de réaliser une étude anthropologique, en tenant compte des impacts du futur projet sur les terres et les populations indigènes d'Aracruz. L'argument de la distance était fondamental, car le nouveau pipeline se situerait à moins de 10 kilomètres des limites déjà établies des Terres indigènes. Le représentant de

---

<sup>33</sup> *Regime de fomento* : l'entreprise plante les pousses d'eucalyptus et le propriétaire rural est responsable de la manutention, de l'irrigation, de la fertilisation, de la coupe et du transport, jusqu'à revente du produit final à l'entreprise. Celle-ci maximise ses profits en externalisant les coûts et les risques sur le propriétaire rural.

la Petrobras a été tout de suite d'accord avec la requête, et s'est engagé publiquement à la respecter. La FUNAI s'était réunie la veille avec les *caciques* des sept villages, et avait convoqué l'agence de l'environnement de l'État, l'IEMA, responsable du processus d'autorisation des travaux, afin de disposer de plus d'informations et de plus de temps pour la discussion entre les Indiens et la Petrobras.

En tant que consultant en anthropologie, j'avais déjà participé à l'élaboration de l'*Étude d'impact environnemental*<sup>34</sup> du *Pipeline Cacimbas-Vitória*, en faisant une recherche documentaire pour la FUNAI sur les terres et les populations indigènes de l'État de l'Espírito Santo. En mars 2003, j'ai rassemblé toute la documentation disponible sur les groupes indigènes de la région, visitant les archives de l'administration régionale de la FUNAI à Governador Valadares, pour les Indiens de l'État de Minas Gerais et de l'État de l'Espírito Santo, et celles du Musée de l'Indien, à Rio de Janeiro.

Quand la Petrobras a demandé à faire une visite technique dans ces villages, la FUNAI a d'abord opposé un refus, craignant la réception indigène au nouveau projet, en raison du précédent difficile avec l'*Aracruz Celulose*. La veille de l'audience publique, cependant, les *caciques* ont été mis au courant de cela et n'ont pas du tout été d'accord avec la décision de l'ancien administrateur régional de la Fondation indigéniste de différer le processus de discussion dans les villages. Pour cette raison, ils ont tout de suite demandé à la Petrobras d'organiser une réunion spécifique dans la zone indigène pour rediscuter aussi bien du nouveau pipeline que de l'ancien, le *Pipeline Lagoa Parda-Vitória*, qui traversait les *Terres Indigènes Comboios* et *Caieiras Velhas* depuis le début des années 1980.

Les cadres supérieurs de la Petrobras, responsables du nouveau projet, savaient qu'ils marchaient sur un terrain miné et faisaient attention de conduire les négociations de manière à ne pas être confondus avec l'*Aracruz Celulose*, cherchant à assurer au maximum la participation aux Indiens. Les ingénieurs responsables de l'ensemble des pipelines en construction au Sud-Est et au Sud du Brésil avaient des expériences antérieures de négociations avec les peuples indigènes Guarani et Terena pendant la mise en place du *Pipeline Bolivie-Brésil* et savaient combien ces négociations demandaient de temps, de patience et de

---

<sup>34</sup> Les EIA (*Estudo de Impacto Ambiental*) et les RIMA (*Relatório de Impacto Ambiental – Rapport d'impact environnemental*) sont des études techniques qui recensent des ressources physiques, biotiques et socioéconomiques, ouvrent les débats sur la détermination des impacts négatifs et positifs et sur les formes de compensation pour les impacts négatifs. Les EIA-RIMA sont commandés et évalués par des organismes environnementaux du gouvernement fédéral, qui émettent par la suite les autorisations de projets de développement.

prudence. Les caractéristiques de la Petrobras en tant qu'entreprise publique à capital mixte, participant du secteur stratégique et orientée par des idéaux nationalistes, la rendaient particulièrement sensible à la question indigène. Elle a accepté immédiatement la réalisation de réunions dans les villages.

Moins d'un mois après l'audience publique d'Aracruz s'est tenue la première grande réunion au village Tupiniquim d'Irajá le 9 décembre 2003, avec la présence de la Petrobras, des représentants indigènes, de la FUNAI, de l'IEEMA, du Ministère public fédéral et des activistes des ONG locales, telles que l'Association des amis du fleuve Piraquê-Açu<sup>35</sup>. Dans la grande hutte (*malocão*) du village, après les présentations en *powerpoint* de la Petrobras et de l'entreprise de services de consultation environnementale, qui analysaient le tracé proposé pour le nouveau gazoduc, croisant la zone de litige avec l'Aracruz Celulose, les *caciques* se sont manifestés. Ils ont expliqué clairement à la Petrobras que, malgré la signature de l'accord avec l'industrie de papier, ils ne laisseraient pas de côté leurs prétentions territoriales sur la zone encore en dispute. Le *cacique* Guarani *Toninho* a été bien clair : « Nous ne voulons pas retarder le développement, mais il faut que les personnes concernées soient entendues. C'est notre droit qui est en jeu ! Nous sommes déjà pressés par l'Aracruz Celulose et nous le serons davantage maintenant, entre les deux pipelines ».

Le retour de la Petrobras dans la région, plus de vingt ans après la construction du *Pipeline Lagoa Parda-Vitória*, en faisait un thème de débat critique dans les villages. Selon les Indiens, aucun technicien de l'entreprise ne leur avait à l'époque expliqué ce qu'était un pipeline et quels étaient ses impacts réels sur la région. Baptisé par les Guarani-Mbyá de « *tatarapé* », soit, « le chemin du feu », l'ancien pipeline était vu comme une créature maléfique, un être inconnu qui « avait coupé notre terre en deux » et qui apportait le mauvais sort, outre la peur du danger effectif<sup>36</sup>. Ils entendaient les grincements et les bruits forts de ses valves de dépressurisation et la crainte était qu'un jour, tout cela n'explose. Luís Barbosa, jeune *liderança* de Comboios, a très bien résumé la perception indigène du *tatarapé* dans une de nos premières réunions :

---

<sup>35</sup> Associação dos Amigos do Rio Piraquê-Açu (AMIP).

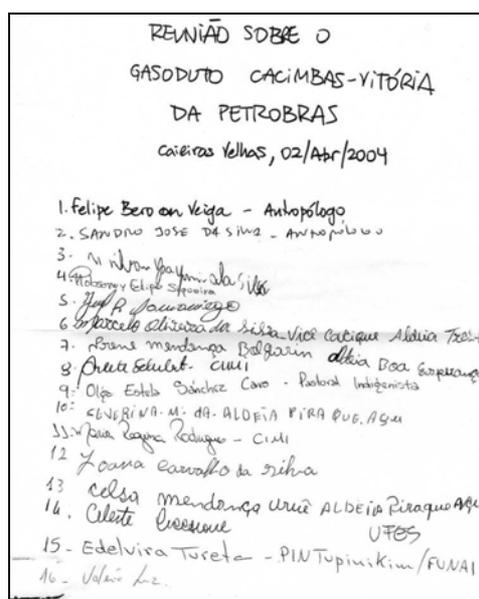
<sup>36</sup> Les recherches sur les Guarani-Mbyá sont unanimes à souligner l'importance religieuse du nom dans cette culture, depuis les mythes traités comme des « *paroles divines* » (*ayvu rapyta*) aux rituels de nomination et de baptême collectif des enfants des villages (*nemongarai*). Voir Cadogan L., *Ayvu Rapyta. Textos Míticos de los Mbyá-Guarani del Guairá*, Asunción : CEADUC-CEPAG et Fundación Leon Cadogan, 1992 (Biblioteca Paraguaya de Antropología, vol. XVI).

Le *tatarapé*, c'était pire qu'un jaguar, parce que l'Indien ne sait pas ce qu'il y a dedans. La Petrobras nous dit que ce n'est pas une bête à sept têtes, mais pour nous oui, c'est bien cela. Des bêtes sauvages, des jaguars de la forêt, on connaît les risques, mais d'un tuyau, on ne sait rien. Personne ne sait si ça explose ! Et on va se retrouver au milieu de deux pipelines !

Au cours de plusieurs réunions dans les villages (exemple de liste de présence : Document 1), les Indiens se sont convaincus qu'il n'y avait pas de méthode de mesure des impacts de l'entreprise, comme l'exige la législation environnementale. Dans cette région littorale, enjeu de tellement de disputes, marquée par l'idéologie développementaliste, dont le paysage naturel avait déjà souffert du progrès économique et technique, la question de l'accumulation d'impacts n'était pas indifférente pour les Indiens. On s'est mis alors à rédiger une liste de projets locaux de développement, avec une évaluation de leurs impacts sur les zones indigènes, dont le constat est qu'ils étaient en effet très nombreux. Le *cacique Peru*, du village Guarani de Piraquê-Açu, a bien résumé cette conception lors de l'une de nos rencontres :

Avant les Blancs attaquaient avec des armes, aujourd'hui avec les connaissances. Ils font passer des canalisations d'eau, d'égout, d'électricité, de gaz par le village, sans aucun bénéfice pour nous.

**Document 1. Liste de présence d'une des premières réunions avec les Indiens, les fonctionnaires de la FUNAI et les représentants des mouvements sociaux pour discuter les impacts du nouveau pipeline**



Les images satellites présentées aux Indiens par l'équipe de consultants techniques ont confirmé cette opinion, courante dans les sept villages, ce qui est venu nourrir la conviction indigène du besoin d'expansion du territoire démarqué. L'habileté à lire et à interpréter les cartes et images satellites par les Tupiniquim et les Guarani était impressionnante, non seulement en raison de leurs connaissances topographiques de la région, mais aussi grâce à l'apprentissage accumulé au cours des années de collaboration et d'accompagnement des groupes techniques de la FUNAI, en vue de la démarcation de leurs territoires. Devant les cartes, les Indiens ont réclamé et obtenu une visite technique avec les ingénieurs sur le site de passage du pipeline de la Petrobras (Photo 7).

**Photo 7. Le cacique Jonas analyse le futur parcours du gazoduc Cacimbas-Vitória, sur le site même, en compagnie de techniciens de la Petrobras**



Résultat de la première étude : nous avons recommandé à la Petrobras de ne pas fixer le tracé du nouveau pipeline sans consultation préalable des populations indigènes. La question était vraiment délicate, non seulement en raison des tensions des Indiens par rapport aux projets antérieurs, mais aussi parce qu'il n'y avait pas de position consensuelle à propos de la proximité acceptable du nouveau pipeline. Si le *Pipeline Cacimbas-Vitória* passait par la zone de litige avec l'*Aracruz Celulose*, les Indiens auraient plus de pouvoir de négociation pour obtenir une indemnisation plus élevée de la Petrobras. D'un autre côté, si un détour était effectué en dehors de cette zone, ce serait une entreprise engagée de moins dans la dispute foncière déjà si compliquée.

Les associations indigènes soutenaient nettement la première alternative, face à la grave réduction budgétaire avec la fin des transferts de l'industrie de papier. Mais, fondés sur l'expérience des négociations précédentes, les *caciques* ont refusé catégoriquement. Depuis l'accord avec l'*Aracruz Celulose*, ils s'étaient rendu compte que « l'argent s'épuise, mais on n'en finit jamais avec la terre ». Et ils se sont mis à répéter cette phrase dans toutes leurs réunions internes.

Quelques jours avant l'expertise sur site exigée par les Indiens, une réunion assez tendue se tint à Comboios, le 6 janvier 2005, sur le territoire le plus directement concerné par le premier pipeline et auquel l'accès, contrôlé par les Indiens, ne se faisait qu'en bateau. Avec la présence de plus de vingt techniciens de la Petrobras, y compris le gérant de l'ensemble de pipelines du Sud-Est brésilien, un des *lideranças* de Comboios s'est levé dans la réunion et s'est adressé à voix haute au négociateur : « Si vous ne respectez pas ce que vous avez promis, soit de négocier le passage de cette canalisation de gaz depuis 22 ans sur nos terres sans indemnisation, nous y mettrons le feu ! » Les applaudissements et les cris d'exaltation du public indigène contrastaient avec le malaise sensible des visiteurs, déjà en doute sur la tranquillité du retour programmé pour le même jour.

Les Indiens se méfiaient des fausses promesses et exigeaient un protocole écrit comme garant de chaque pas de la négociation. Portant des parures de plumes et des peintures corporelles – ces marques ethniques ne sont en fait utilisées que pour des réunions publiques, des protestations politiques et des fêtes villageoises – ils sont tous venus à cette rencontre, où ils ont fermement soutenu leurs décisions collectives. Dans cette réunion, les *caciques* indigènes et les ingénieurs de la Petrobras ont signé un accord qui établissait les termes et les délais minimums pour la réalisation d'une nouvelle étude spécifique commandée par la Fondation de l'Indien. L'intérêt de la FUNAI à ce moment-là était de vérifier l'historique et les impacts du pipeline antérieur avant d'entamer une action d'indemnisation rétroactive, et d'établir le zonage environnemental des quatre Terres indigènes déjà démarquées dans l'État de Espírito Santo.

Ce nouveau rapport a inauguré la série des *Études ethnoécologiques*. Leur méthodologie s'appuyait sur la participation effective des Indiens dans les équipes d'enquête, aidant à rassembler des informations sur le terrain et à mobiliser d'autres Indiens pour des réunions et des entretiens. Finalement, dans un document envoyé à la FUNAI le 18 janvier 2005, les Indiens déclaraient leur décision finale en faveur du détour du pipeline. La Petrobras a alors pris acte de cette exigence de détour et a proposé un nouveau tracé en dehors de la zone du litige. Le fait que la prétention indigène sur ce territoire-là soit reconnue par une grande

entreprise, d'envergure internationale, et que celle-ci altère le tracé de l'une de ses constructions linéaires, était plus précieux pour les Tupiniquim et les Guarani que n'importe quelle indemnisation immédiate.

Le mois suivant, la nouvelle méthodologie adoptée, nous avons incorporé à l'équipe technique ce que nous avons appelé les « chercheurs indiens ». Ceux-ci ont été indiqués par les villages et leur travail, au même titre que celui de quatre membres de l'équipe, a été rémunéré par l'entreprise de services de consultation embauchée par l'entrepreneur. Le résultat final a été surprenant de la part des Indiens : outre leur habileté à recevoir les plus divers groupes techniques, à se distribuer selon leurs « spécialités » et à se révéler très à l'aise avec la routine de recherche des anthropologues, sociologues, biologistes, économistes, hydrologues, ingénieurs forestiers et agronomes, ils ont contribué effectivement à toutes les phases du travail de terrain.

À la différence des autres villages qui avaient envoyé de jeunes *lideranças* indigènes, les représentants de Caieiras Velhas ont indiqué un homme âgé, Otaciano Domingos Pajehú, comme *chercheur indien* et membre de l'équipe technique. Cette proposition, surprenante dans un premier temps, s'est avérée judicieuse. *Seu* Otaciano avait été le *cacique* du village où, en 1987 et 1988, avait eu lieu la négociation sur le passage de l'ancien pipeline de la Petrobras par *Terra Indígena Caieiras Velhas*. Sur le comptoir de son épicerie *Pajehú*, *Seu* Otaciano nous a surpris en nous présentant l'historique détaillé de l'accord antérieur, non seulement en racontant des récits sur les coulisses de la négociation, mais aussi, en présentant un dossier qui réunissait soigneusement des documents que, ni la Petrobras, ni la FUNAI n'avaient rassemblés, ni même conservés dans leurs archives. Les données techniques, les procès-verbaux des réunions, les bilans d'utilisation des indemnités, l'inventaire des familles bénéficiaires, les devis pour les achats, les factures fiscales... tout cela avait été soigneusement documenté et gardé chez lui, au fond de l'épicerie.

L'un de ces documents (document 2) montre que la plupart des indemnités avaient été partagées entre les Indiens et le reste investi en équipements pour la production agricole, indiquant le début de la mécanisation de la production qui s'accentuerait la décennie suivante. Un processus semblable avait été vécu par les peuples indiens dans le passé, dans le cadre politique de leur intégration à la société nationale, avec en arrière-plan un modèle d'assimilation par l'agriculture mécanisée<sup>37</sup>. Grâce à l'abondante documentation de l'ex-*cacique*, l'équipe d'enquête a pu reconstituer, pas à pas, l'accord de la Petrobras avec les

---

<sup>37</sup> Cardoso de Oliveira R., *Do Índio ao Bugre : O Processo de Assimilação dos Terena*, Rio de Janeiro, Francisco Alves, 1976 (seconde édition).

Indiens de Caieiras Velhas et a réussi à prouver que la *Terra Indígena Comboios*, la zone la plus atteinte par l'ancien pipeline, avait été tenue à l'écart des négociations.

**Document 2. Bilan de l'application des ressources provenant de l'indemnisation de l'ancien pipeline dans le village indigène de Caieiras Velhas**

AQUISIÇÕES	QUANTIDADE	VALOR
- Pneus para Carrota	02	51.000,00
- Motor Elétrico p/ moa de farinha	02	78.000,00
- Balança 200KG	01	77.000,00
- Acessórios trator	-	95.000,00
- Combustíveis e Lubrificantes	-	104.800,00
- Trator novo com implementos	01	99620.000,00
- Carroceria para Carrota	01	167.305,10
- Isca Formicida	-	30.000,00
- Revisão Trator	-	26.715,00
- Dinheiro rateado a/ comunidade	-	9.611.024,15
- Despesas Bancária	-	519,00
<b>TOTAL</b>		<b>16.131.893,55</b>

POSTO INDÍGENA TUPINIQUIM, 19 DE DEZEMBRO DE 1988.

José Saramago  
Caçique

Otávio Domingos Fajêto  
Caçique

Raimundo Pereira Bastião  
Chefe do Posto

Le second rapport technique achevé a été remis à la Petrobras, approuvé par la FUNAI et présenté aux Indiens. Les discussions entre ingénieurs et représentants indigènes pour décider de l'indemnisation du *Pipeline Lagoa Parda-Vitória* ont donc pu démarrer. Je n'ai pas accompagné personnellement ce processus jusqu'au bout, mais mes collègues anthropologues de la FUNAI m'en ont rapporté le déroulement. Vingt-deux ans après la construction du gazoduc, les Tupiniquim de Comboios ont finalement été dédommagés par une indemnité de 4,5 millions de *reais*<sup>38</sup>. Une partie de ces ressources a été investie en projets collectifs et une autre distribuée aux quatre-vingts familles, avec le parrainage de la FUNAI et de la Banque du Brésil, pour s'assurer

<sup>38</sup> Valeur correspondant à l'époque à 1,5 million d'euros.

d'un bon usage de l'argent en investissements. De surcroît, les projets étaient orientés non pas vers la mécanisation agricole, mais vers la restauration de l'environnement, en particulier des zones détériorées par le déboisement et par la mauvaise utilisation du sol, après que les *posseiros* qui avaient occupé la *restinga*, eurent ouvert de grands pâturages pour leur bétail.

Dans son *Bilan social et environnemental 2005*, la plus grande entreprise brésilienne informe que « comme quelques pipelines sont installés sur des bandes de terre appartenant aux communautés indigènes, la Petrobras adopte une politique de négociation et de reconnaissance du droit de ces communautés »<sup>39</sup>. Outre l'excellente indemnisation, le détour du nouveau pipeline a aussi mis les Indiens en position de force, en renforçant leurs revendications territoriales par rapport à l'*Aracruz Celulose* et au gouvernement fédéral. Symboliquement, c'était la première fois qu'une grande entreprise reconnaissait officiellement que la terre appartenait aux Indiens. Les rapports techniques ont rallumé la polémique foncière à la FUNAI, relancé le processus de démarcation et crédibilisé les demandes indigènes d'élargissement et d'unification des Terres indigènes de l'État d'Espírito Santo. Contrecoup ironique de cette affaire, la transaction entre la Petrobras (fournisseur d'énergie de l'*Aracruz Celulose*) et l'*Aracruz Celulose* (propriétaire de la zone de passage du gazoduc), a été singulièrement compliquée.

La pression des projets de développement sur les Indiens de la part de l'*Aracruz Celulose* n'était pas un cas isolé. Le littoral brésilien, surexploité depuis la colonisation portugaise, est une zone de conflit entre de multiples intérêts économiques, en raison des ressources naturelles disponibles et de son excellente situation géographique. Des travaux d'assainissement d'étangs et des marais, l'ouverture de ports, la construction de routes, pipelines, parcs industriels, usines thermoélectriques et nucléaires, la création de réserves militaires, l'exploitation du pétrole et la production de dérivés se sont multipliés. Les mégaprojets immobiliers, les *resorts* et hôtels de luxe ont poussé ces dernières décennies dans les municipalités du littoral. Cette tendance est à présent stimulée par le *Programme d'accélération de la croissance* (PAC), signé par le président Lula da Silva dans le cadre de la politique de développement économique. Toutes ces entreprises affectent, directement ou indirectement, les « populations traditionnelles » – catégorie juridique qui englobe *pêcheurs artisanaux, groupes extractivistes, peuples indigènes et populations quilombolas*<sup>40</sup>. Très souvent, la présence gênante de ces populations (pour les entrepreneurs) ou de ces projets (pour les popula-

<sup>39</sup> Petrobras, *Balanco social e ambiental 2005*, Rio de Janeiro, Petrobras, 2006, p. 39.

<sup>40</sup> Almeida A. W. B. de, *Terras Tradicionalmente Ocupadas. Processos de Territorialização, Movimentos Sociais e Uso Comum*, Manaus, PPGSCA, 2006.

tions atteintes) conduit à la constitution d'*arènes publiques*<sup>41</sup>. La lutte des Tupiniquim-Guarani est ainsi un cas exemplaire de ces disputes où des politiques territoriales de préservation ou de restauration de l'environnement et de maintien de modes de vie traditionnels entrent en collision avec la promotion de grands intérêts économiques (énergie, pêche, tourisme, *agro-business*, industrie pharmaceutique, etc.) et ont des répercussions fortes dans les sphères médiatique, politique, administrative et judiciaire.

---

<sup>41</sup> Cefã D., Mello M. A., Berocan Veiga F., Reis Mota F. (eds.), *Arenas públicas. Por uma etnografia da vida associativa*, Niterói-Rio de Janeiro, EdUFF, 2010.